

ÉDITO

2026 : une année électorale importante pour l'alimentation et l'environnement!

Alors que les Français se préparent à élire leurs nouveaux conseillers municipaux dans un contexte où la souveraineté alimentaire est affiché comme un enjeu majeur, l'agriculture biologique devrait en devenir le cœur.

Plus qu'un simple enjeu environnemental, c'est une question de résilience, de santé publique et de démocratie locale.

Les élections municipales de mars 2026 pourraient être l'occasion de changer la donne. Les candidats ont-ils intégré dans leurs programmes des mesures concrètes pour soutenir les conversions, développer les cantines bio, ou créer des plateformes locales de vente directe ?

Souveraineté alimentaire : un impératif, pas une option

La crise sanitaire de 2020, les tensions géopolitiques récentes et les aléas climatiques nous ont rappelé une évidence : dépendre des importations pour notre alimentation, c'est prendre un risque majeur. Nous devons soutenir les petites exploitations, par la relocalisation des filières, et par une politique foncière ambitieuse. Les maires et les intercommunalités ont un rôle clé à jouer : en réservant des terres aux maraîchers, en favorisant les circuits courts, en intégrant l'alimentation durable dans les projets éducatifs et sociaux. Et si les municipales devenaient le laboratoire de la transition ? C'est à l'échelle locale que se jouent les transitions les plus concrètes.

À nous, citoyens, de demander des comptes aux candidats : quelles sont leurs propositions pour faire de l'agriculture biologique un levier de développement économique et social ? Comment comptent-ils protéger les terres agricoles de la spéculation ?

Mais au-delà du vote, c'est chaque jour, par nos choix de consommation, notre engagement associatif, notre participation aux débats locaux, que nous construirons cette souveraineté alimentaire tant attendue.

Alors, prêts à faire de 2026 l'année où nos bulletins de vote feront l'histoire ?

Stéphanie Maertens

CETTE PUBLICATION EST RENDUE POSSIBLE GRÂCE AU SOUTIEN DES ADHÉRENTS.



INSTALLATION

PORTRAIT - QUAND L'ENVIE D'ENTREPRENDRE PREND FORME

Loin d'une vocation précoce ou d'une reprise familiale, Nicolas a d'abord passé dix ans comme salarié dans le machinisme agricole après ses études. C'est au fil du temps que son désir d'entreprendre a mûri, le poussant finalement à s'installer à son compte.

Une orientation progressive vers l'agriculture.

Lorsque l'idée de s'installer en tant qu'agriculteur devient de plus en plus



concrète, Nicolas élimine différents parcours. L'élevage, notamment, ne correspond pas à ce qu'il souhaite, préférant les cultures céréalières et protéagineuses. **« Je ne voulais pas d'élevage. C'était la condition. Le tout premier projet, c'était plutôt culture céréalière, protéagineux ».** Néanmoins, la complexité de l'installation et les montants financiers nécessaires au démarrage freinent rapidement son enthousiasme. Le maraîchage vient alors s'imposer comme une alternative plus accessible.

Se former pour mieux se projeter

Se former a permis à Nicolas de prendre du recul et de structurer sa réflexion **« Le BPREA a permis quand même de réduire le champ des possibles. Au début, ça part un peu dans tous les sens. On va faire du maraîchage, du petit fruit, l'accueil à la ferme, un peu d'apiculture, un peu de machins, un peu de trucs. Puis, on se rend compte que ce n'est économiquement pas possible. »** Son projet se recentre et se simplifie.

L'installation : un parcours long et semé d'imprévus

L'installation de Nicolas s'inscrit dans un processus dépassant largement la date prévue, puisque son parcours va durer plus d'un an, gravitant autour de la recherche de foncier, des négociations bancaires, le montage du prévisionnel économiques ... Côté foncier, la ferme qu'il finit par acheter est trouvée presque par hasard, via une annonce sur Le Bon Coin.

Démarrer à taille humaine

Nicolas fait le choix d'une installation individuelle, fondée sur une stratégie visant à maîtriser le niveau d'investissement et l'endettement. Il engage l'activité avec un recours limité à l'emprunt, sans apport initial significatif, et s'inscrit dans une logique de développement progressif.

Produire et vendre : trouver le bon équilibre

La commercialisation est l'un des aspects les plus complexes du métier.

Nicolas teste différents circuits : marchés, vente à la ferme, paniers hebdomadaires, distributeurs automatiques et restauration collective. Travailler seul oblige à trouver un équilibre délicat entre le temps passé à produire et celui consacré à vendre. Avec le temps, Nicolas parvient à stabiliser ses ventes et à mieux anticiper ses besoins de production.

Une réussite discrète mais essentielle

S'il devait s'adresser à des porteurs et porteuses de projet qui envisagent de s'installer en agriculture, il leur dirait qu'il est important de considérer tous les aspects du métier. Il est aussi important de se former et de prendre le temps de construire son projet cohérent avec les envies, les limites, et la réalité personnelle de chacun.

« Moi, sans le BPREA, mon projet n'aurait pas été viable, c'est sûr. On est coincé pendant 10 mois à réfléchir sur son projet ».



CHANGEMENT CLIMATIQUE : QUELS LEVIERS POUR LES FERMES BIO NORMANDES ?

Afin de répondre aux enjeux climatiques spécifiques des fermes biologiques, Bio en Normandie déploie dans la région des outils de diagnostic conçus pour l'agriculture biologique, développés par la FNAB.

Un enjeu déjà bien présent sur les fermes

Sécheresses plus fréquentes, excès d'eau, hivers doux suivis de gels tardifs, rendements plus variables... Le changement climatique n'est plus une perspective lointaine mais il impacte déjà les fermes. Les fermes bio disposent de nombreux atouts pour faire face à ces évolutions (allongement des rotations culturales, diversité d'espèces, place des prairies, autonomie du système, sols vivants), mais elles restent aussi exposées aux aléas climatiques. Dans ce contexte, deux enjeux majeurs se dessinent : **réduire l'empreinte carbone des fermes** et **renforcer leur capacité d'adaptation** afin de gagner en résilience.

1. Changement climatique : quels enjeux pour les fermes bio ?

- **Réduire l'empreinte carbone tout en valorisant les atouts des systèmes bio**

L'agriculture contribue aux émissions de gaz à effet de serre, principalement via le méthane (fermentations entériques en élevage et déjections animales), le protoxyde d'azote (fertilisation) et la consommation d'énergie. Mais elle joue aussi un rôle clé dans la séquestration du carbone, notamment grâce aux sols, aux prairies permanentes et aux infrastructures agroécologiques comme les haies.

Les fermes bio présentent déjà des leviers reconnus pour limiter leur impact climatique :

- absence d'engrais azotés de synthèse,
- rotations diversifiées,

- place importante des prairies (temporaires et permanentes) et des légumineuses,
- autonomie (alimentation, fertilisation).

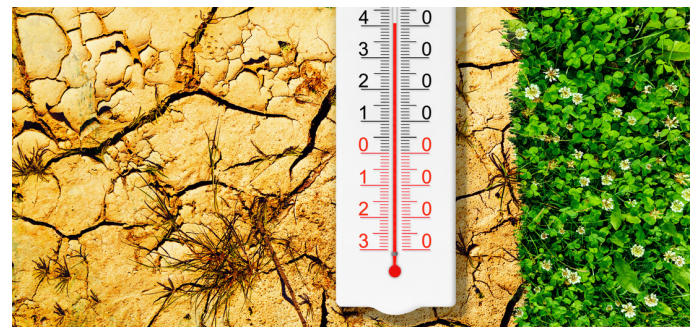
Pour autant, chaque ferme est unique. Les émissions comme le stockage de carbone varient fortement selon le système, les pratiques et le contexte pédoclimatique.

Réaliser un bilan carbone permet de mieux comprendre ces équilibres,

d'objectiver les atouts existants sur sa ferme et d'identifier des marges de progrès réalistes, adaptées à chaque ferme.

- **S'adapter au changement climatique : un enjeu de résilience à long terme**

Au-delà de la réduction des émissions, l'enjeu de l'adaptation est aujourd'hui central pour les fermes.



L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des aléas climatiques fragilise les systèmes :

- stress hydrique en été,
- excès d'eau lors de certaines périodes,
- gels tardifs,
- difficultés d'implantation des cultures,
- pression accrue sur les sols (érosion, ruissellement, etc.),
- incertitudes économiques croissantes (etc.).

S'adapter au changement climatique, ce n'est pas tout remettre en question, mais c'est **anticiper** et **sécuriser son système**. Les leviers d'adaptation reposent notamment sur :

- la qualité et la vie des sols,
- la diversification des cultures et des rotations,
- la gestion de l'eau,
- la biodiversité fonctionnelle (haies, bandes enherbées, couverts...),
- l'organisation globale du système de production.

L'objectif est de construire des fermes plus résilientes, capables d'absorber les chocs climatiques tout en maintenant leurs performances agronomiques et économiques. Ce sont les principaux défis d'aujourd'hui et demain.

2 L'accompagnement de Bio en Normandie sur les enjeux climat



- **Les diagnostics climat : mieux comprendre son impact et ses leviers d'action**

Bio en Normandie accompagne les producteurs bio normands dans la réalisation de diagnostics climat, à l'aide de l'outil ACCT[1]-FNAB[2], développé par la FNAB et co-construit avec Solagro en 2023.

Cet outil, spécifiquement développé pour les fermes bio, permet d'évaluer l'empreinte carbone globale de la ferme. L'outil permet notamment :

- d'estimer les émissions de gaz à effet de serre de la ferme
- d'évaluer les principaux postes de consommation d'énergies non renouvelables,
- de quantifier les énergies renouvelables produites par la ferme,
- de quantifier les capacités de stockage de carbone (sols, prairies, haies, etc.),
- de quantifier les capacités de stockage de carbone (sols, prairies, haies, etc.),
- d'identifier les principaux postes d'émissions et les points forts du système.

Au-delà des chiffres, l'outil ACCT-FNAB permet de mieux comprendre le fonctionnement de sa ferme d'un point de vue climatique. L'objectif est surtout de **donner des clés de compréhension** et d'ouvrir la réflexion sur des leviers d'amélioration cohérents avec le fonctionnement de la ferme, sans remettre en cause son équilibre global. Il s'agit d'un outil d'aide à la décision. Des références créées par la FNAB, sur la base des 50 premiers diagnostics réalisés au niveau national sur des fermes bio entre 2023 et 2024, permettent d'alimenter les réflexions des résultats de la ferme par rapport à la moyenne nationale par filière. Ces références seront enrichies progressivement par les diagnostics réalisés aussi après 2024.

L'accompagnement proposé est individualisé et s'inscrit dans une démarche constructive et progressive. Celui-ci peut également s'intégrer dans une démarche collective au sein d'un groupe de producteurs.

En Normandie, Bio en Normandie est référente pour la mise en œuvre de ce diagnostic auprès des producteurs bio normands. Des premiers diagnostics ACCT-FNAB ont déjà été initiés dans la région.

[1] Agri Climate Change Tool [2] Fédération Nationale de l'Agriculture Biologique

- **Les diagnostics adaptation : renforcer la résilience des fermes face aux aléas**

En complément du diagnostic ACCT-FNAB, Bio en Normandie propose aussi un diagnostic adaptation au changement climatique. Il s'agit d'un diagnostic de vulnérabilité au changement climatique des fermes engagées dans des systèmes de production durables, basé sur l'outil ADAPT, développé par Terre de Liens en co-construction avec Solagro.

Il s'agit d'un diagnostic de vulnérabilité au changement climatique des fermes engagées dans des systèmes de production durables, basé sur l'outil ADAPT, développé par Terre de Liens en co-construction avec Solagro.

L'outil vise à analyser la capacité des fermes à faire face aux aléas climatiques actuels et futurs,



en prenant en compte ses spécificités techniques, humaines et territoriales. **Son utilisation auprès des fermes bio normandes est assurée par Bio en Normandie.**

Ce diagnostic permet notamment :

- d'identifier les points de fragilité du système,
- de mettre en lumière les leviers d'adaptation déjà en place,
- de prioriser des pistes d'action adaptées au contexte normand.

Les leviers abordés peuvent concerner les pratiques culturales, la gestion des sols et de l'eau, la biodiversité, ou encore l'organisation du système. L'approche se veut pragmatique, ancrée dans les réalités de terrain, co-construite avec le producteur et tournée vers le renforcement de la résilience sur le long terme des fermes.

À travers ces deux diagnostics complémentaires, Bio en Normandie propose un accompagnement technique spécifique aux fermes biologiques, combinant analyse chiffrée, lecture globale du système et **réflexion stratégique à court, moyen et long terme vis-à-vis des enjeux du changement climatique.**

Anticiper pour mieux avancer

Le changement climatique devient un paramètre structurant des systèmes agricoles. Prendre le temps de mesurer son impact et de réfléchir à l'adaptation de sa ferme permet de mieux anticiper les évolutions à venir et de sécuriser son activité sur le long terme. Bio en Normandie accompagne les producteurs bio dans ces démarches à travers des outils concrets, des diagnostics personnalisés et un appui technique indépendant, au service des fermes et de leur résilience. Pour toute information sur ces démarches, vous pouvez contacter :



Laura VINCENT-CABOUD

Chargée de mission agroécologie en AB
lvincentcaboud@bio-normandie.org

06.99.78.59.26

**TOUJOURS BON
A SAVOIR**
[**DES DONNÉES
SUR LA BIO**]

**L'alimentation,
première source
d'exposition aux
pesticides**

Produire et consommer bio réduit significativement le risque d'exposition aux pesticides des personnes et de dispersion dans l'air, l'eau, les sols.

50% des produits alimentaires conventionnels contiennent un résidu de pesticide, contre 13% des produits biologiques.

Les pesticides :

- les herbicides utilisés principalement dans les cultures céréalières;
- les fongicides utilisés dans la viticulture, l'arboriculture et les grandes cultures;
- les insecticides utilisés surtout en arboriculture;

constituent le premier facteur de pression sur la qualité des eaux souterraines et le deuxième sur celle des eaux de surface (rivières, plans d'eau...). (source AESN)

Sources : GAB IdF



DU CÔTÉ DE LA
FNAB

GAINS SYNDICAUX 2025 OBTENUS



Inscrire la bio au
cœur des politiques
publiques

RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS

Reconnaissance de la bio dans
l'enseignement agricole et les
politiques d'installation.



Engager les
collectivités

DÉVELOPPER LA BIO SUR LES ZONES LITTORALES

Signature d'un partenariat
avec le Conservatoire du
Littoral sur les espaces
littoraux et lacustres.



Protéger
le label bio

NTG / OGM

La FNAB vent debout pour
maintenir l'interdiction des
OGM en bio.



Aides directes aux
producteur·ices

AGENCE BIO

Défense de l'Agence Bio,
menacée de suppression.



Faire reconnaître
la bio comme une
solution

ALIMENTATION

La bio reconnue dans la
Stratégie Nationale pour
l'Alimentation, la Nutrition et
le Climat à paraître.



Permettre de
produire en bio

PRODUCTION PORCINE

Défense des modèles tout
paille et plein air tout en
accompagnant les éleveur·se·s.



Aides directes aux
producteur·ices

FONDS AVENIR BIO

Obtention de 2 millions d'€
réalloués au Fonds Avenir Bio
suite à la coupe budgétaire.



Aides directes aux
producteur·ices

PAC 2023-2027

Ouverture d'un Programme
Opérationnel Lait Bio doté de
12 millions d'€ sur 2026-2027.



Aides directes aux
producteur·ices

CRÉDIT D'IMPÔT BIO

4 500€ !

Dispositif prolongé sur 3 ans
dans le Projet de Loi de
Finances 2026.



Aides directes aux
producteur·ices

PAC 2023-2027

Revalorisation
de l'écoringime bio à

110€/ha

contre 92€/ha
précédemment.



Avec le soutien de :



BIO EN NORMANDIE

06 99 78 52 92

contact@bio-normandie.org